



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331  
cedex  
31776 Colomiers

Colomiers, le 12/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**OMYA**

R.N. 125

31440 Saint-Béat-Lez

Références : FH/2026/05-06

Code AIOT : 0006803313

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2025 dans l'établissement OMYA implanté Montagne de Rié 31440 Saint-Béat-lez. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- OMYA
- Montagne de Rié 31440 Saint-Béat-lez
- Code AIOT : 0006803313
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société OMYA exploite sur les communes de Saint-Béat et Marignac une carrière souterraine de

marbre blanc et une carrière à ciel ouvert de marbre bleu. Les produits extraits sont acheminés par camion vers l'usine de Saint-Béat, de l'autre côté de la Garonne.

L'extraction des matériaux de la carrière à ciel ouvert est effectuée par abattage des fronts à l'explosif.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 05/06/2003, article 28.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Sécurité incendie	Arrêté Préfectoral du 05/06/2003, article 28.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est en train de mener les études nécessaires pour réduire les émissions de poussières de son installation de traitement souterraine. La majeure partie des dépôts de poussières observés sur l'installation lors de la précédente visite ont été nettoyés.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/06/2003, article 28.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, émissions de poussières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes mesures sont prises pour éviter l'émission et la propagation des poussières. Les dispositifs de limitation de poussières à leur point d'émission doivent être aussi complets et efficaces que possible.</p> <p>Quand ils sont source d'émissions de poussières, les postes suivants sont impérativement pourvus de dispositifs de captage ou de moyens de rétention des émissions de poussières :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Crible de l'étage primaire ;</li> <li>• Ensemble des postes des étages secondaires et tertiaires ;</li> <li>• Points de jetée des organes fixes des transports de matériaux.</li> </ul> <p>Les émissions captées sont canalisées et dépoussiérées. La concentration du rejet pour les poussières doit être inférieure à 30 mg/Nm<sup>3</sup>.</p> <p>Les périodes de pannes ou d'arrêts des dispositifs d'épuration pendant lesquelles les teneurs en poussières des gaz rejetés dépassent le double des valeurs fixées ci-dessus doivent être d'une durée continue inférieure à 48 heures et leur durée cumulée sur une année est inférieure à 200</p>

heures.

En aucun cas, la teneur en poussières des gaz émis ne peut dépasser la valeur de 500mg/Nm<sup>3</sup>.

En cas de dépassement de cette valeur, l'exploitant est tenu de procéder sans délai à l'arrêt de l'installation en cause. Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements d'une durée voisine d'une demi-heure.

Remarque issue de la visite du 11/06/2024:

Lors de la visite, l'inspection a constaté que les éléments émetteurs de poussières au niveau des installations de traitement n'étaient pas munis de dispositifs d'aspiration.

Par l'absence de canalisation des rejets, aucune mesure de concentration de poussières n'a été réalisée.

Lors de la visite, l'inspection a noté une concentration de poussières ambiantes élevée, sans toutefois avoir de conséquences sur l'environnement, l'installation de traitement étant implantée dans une galerie souterraine.

L'exploitant doit sous un délai de 2 mois transmettre à l'inspection une étude technico économique pour la mise en place de dispositifs d'aspiration et de traitement des poussières au niveau des éléments de l'installation émetteurs de poussières.

**Constats :**

Lors de la visite, l'exploitant a expliqué être en train d'effectuer des tests d'atomisation d'eau au niveau des points d'émission de poussières pour limiter les émissions. Ces tests sont nécessaires car la pulvérisation d'eau peut poser des problèmes de qualité sur le produit fini.

L'exploitant transmet sous un délai de 3 mois à l'inspection les résultats et les conclusions des tests accompagnés le cas échéant d'un échéancier de mise en œuvre ou de propositions de solutions alternatives.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Sécurité incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/06/2003, article 28.4.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'établissement devra disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et respecter les prescriptions suivantes :

1. Maintenir les voies d'accès dans un état tel qu'elles permettent à la fois la circulation, le stationnement et la mise en œuvre des véhicules de secours. Ces voies sont nettement délimitées, maintenus en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages, etc.) susceptible de gêner la circulation.
2. Pour toute demande d'intervention, les sapeurs-pompiers doivent être accueillis afin d'améliorer l'efficacité des services de secours.
- 3 Toutes les installations techniques sont réalisées conformément à la réglementation et aux

normes en vigueur.

4. Les installations électriques doivent être réalisées conformément à la réglementation actuellement en vigueur, et en particulier au décret n° 88.1056 du 14 novembre 1988, relatif à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques, aux normes NFC 15.100, NFC 13.100, NFC 13.200 et à l'arrêté du 31 mars 1980 relatif aux risques d'incendie et d'explosion.

5. Faire procéder périodiquement, par des organismes ou personnes agréés, à l'entretien et à la vérification des installations techniques.

6. Signaler les organes de coupure des différentes sources d'énergie (électricité, gaz) par des plaques indicatrices de manœuvre.

7. Disposer en permanence de sources d'énergie permettant l'évacuation du personnel et l'action des secours.

8. Implanter des extincteurs portatifs de nature et de capacité appropriées aux risques présentés.

9. Entretenir et vérifier périodiquement tous les moyens de secours. Le personnel devra être entraîné à leur mise en œuvre et également instruit sur les risques encourus.

10. Constituer une réserve de produits absorbants, pour confiner des fuites limitées de produits.

11. Tenir en permanence, à la disposition des services de secours, les fiches de sécurité des produits dangereux entreposés.

12. Délivrer un permis de feu pour les travaux de réparation et d'aménagement par points chauds.

13. Les sapeurs-pompiers devront trouver sur place, en tout temps, 120 m<sup>3</sup> d'eau utilisable en 2 heures. Ces besoins en eau pourront être satisfaits indifféremment :

- A partir d'un réseau alimentant des poteaux d'incendie de 100 mm normalisés NFS61.213 (débit de 17 litres/seconde sous une pression minimale de 1 bar), situés à moins de 200 m des risques à défendre ;
- Par des points d'eau naturels (cours d'eau, étangs, mares, etc.) remplissant les conditions suivantes :
  - Fournir 120 m<sup>3</sup> d'eau en 2 heures ;
  - Situés à moins de 200 mètres des risques à défendre ;
  - Posséder une hauteur d'aspiration maximale inférieure à 6 mètres ;
  - Toujours accessibles aux engins - pompe (plate-forme de manœuvre aménagée conformément à la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951).

#### Remarques suite à la visite du 11/06/2024:

Lors de la visite, l'inspection a constaté que les moyens de défense incendie n'étaient pas complètement déployés sur le site, notamment la réserve d'eau d'une capacité de 120m<sup>3</sup>. L'exploitant doit se rapprocher des services du SDIS 31 afin de réaliser la DECI de son site.

#### **Constats :**

L'exploitant explique avoir rencontré le SDIS pour valider l'implantation de la cuve souple de 120 m<sup>3</sup>.

La cuve a été installée à l'endroit prévu mais a subi une dégradation par un engin.

L'exploitant précise qu'il va réaliser des travaux de génie civil afin de sécuriser la zone d'implantation avant de réinstaller la cuve.

L'exploitant informera l'inspection de la remise en service de la cuve.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Abattage à l'explosif
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans le cas où l'abattage du gisement est réalisé avec des substances explosives, l'exploitant définit un plan de tir.</p> <p>L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs.</p> <p>Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a expliqué que l'équipe de minage avait suivi la formation réalisation de plan de tir dispensée par Titanobel. Certains ont également suivi la formation dispensée par Forma Explo suite à l'incident de tir de décembre 2024.</p> <p>Les plans de tirs sont élaborés par le chef d'équipe minage mais sont obligatoirement validé par la responsable carrières.</p> <p>La consultation des plans de tir montre que les plans de forage correspondants sont annexés à ces derniers et pris en compte lors du chargement des trous.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite